

Contribution de Patrick BRAOUEZEC

Je tiens tout d'abord à saluer l'initiative de la ville de Nanterre pour l'organisation de ce forum des autorités locales de périphérie. Cette initiative est nécessaire et devra se prolonger.

Depuis les premières rencontres de Nanterre qui ont eu lieu en 2002, le réseau de ces villes de périphérie s'est enrichi et a contribué à mettre sur la scène internationale la question des villes périphériques, plaçant celles-ci au centre du débat sur l'avenir des métropoles. De même, les événements qui se sont déroulés en France en octobre et novembre 2005 ont aussi contribué à remettre les périphéries et les quartiers populaires au centre du débat sur l'avenir des villes et de notre société.

Plaine Commune est une communauté d'agglomérations qui est constitué de 8 villes de la banlieue nord de Paris représentant 350 000 habitants. L'histoire nous relie à Paris dans un double mouvement. Ce territoire a été longtemps l'espace de rejet, hors des murs de Paris, de tout ce qui était nécessaire à la capitale, mais qui était en même temps source de pollution et de nuisance, et vit aujourd'hui de manière brutale les mutations économiques récentes. Parallèlement, ce territoire a également été le poumon industriel de toute la région : centre de vie urbaine autonome ; lieu de travail et de production ; lieu de dynamisme, de forces vives, de solidarité, d'accueil et d'égalité des droits.

Notre territoire, comme beaucoup de territoires de banlieues, est au centre des métamorphoses de la société depuis des décennies. Il vit donc de manière très forte toutes les contradictions qui se manifestent. Il constitue ainsi un écho des tendances lourdes mondiales, à la fois inégalitaires et peu soucieuses de l'avenir de l'homme et de la planète.

Nous sommes des villes populaires, et nous abordons notre avenir au sein d'un pays riche du Nord, mais avec des habitants dont les revenus sont parmi les plus bas de toute la France. Notre population se retrouve trop souvent en situation d'exclusion, d'enclave et d'accroissement des inégalités. Sur 165 communautés d'agglomération en France Plaine Commune se classe en avant dernière place, si l'on prend comme critère les revenus fiscaux des habitants.

Nous constatons en outre que laissée à sa pente libérale naturelle, la région parisienne ne cesse de se développer de manière totalement déséquilibrée, creusant des inégalités et des ségrégations de territoires. Ce n'est donc pas sans raison qu'il y a quelques mois, la jeunesse des quartiers populaires s'est révoltée. Cette révolte est révélatrice de souffrance, de colère et de frustration, réclamant respect et dignité.

Sur le territoire de Plaine Commune, nous recherchons un développement solidaire, en rupture avec un modèle de développement inégalitaire des territoires. Nous impulsions depuis plusieurs années un nouvel élan de développement local, en nous appuyant sur notre culture commune, sur notre richesse faite du brassage de nos populations.

Nous souhaitons reprendre à notre compte ce qui a été dit précédemment : agir local et penser global. A mes yeux, les villes périphériques doivent agir à trois niveaux. Tout d'abord, elles doivent agir sur le plan local, en promouvant des politiques novatrices dans tous les domaines, et dans l'esprit de la Charte Européenne des Droits de l'Homme dans la ville, sur des principes de développement solidaire, d'égalité et de respect des droits pour chacun.

Les villes périphériques doivent également prendre toute leur place dans les débats régionaux. Nous participons aujourd'hui au débat sur le schéma directeur de la région Ile-de-France. Ce travail est original, puisque nous devons dans ce débat affirmer la nécessité de changer la logique inégalitaire du développement de la région. Il faut rompre avec l'éloignement progressif des couches populaires de toutes les centralités, et nous appuyer sur nos atouts de banlieues populaires pour faire valoir la réalité de nouvelles centralités que peuvent constituer les périphéries.

Nous voulons refuser la mise en concurrence des territoires et promouvoir une logique de coopération. La relation entre le centre et les périphéries se fonde trop souvent sur un principe d'échange inégal. Ainsi, en région Ile-de-France, nous souhaitons un rééquilibrage entre le centre et l'ensemble de sa périphérie, notamment dans le domaine du logement à vocation sociale.

Nous voulons recentrer le débat sur la coopération entre territoires comme logique porteuse de développement pour tous, et notamment pour les périphéries. Nos villes et nos territoires de périphérie veulent contribuer au développement de leur région selon une autre logique que celle de la concurrence ordinaire qui a produit une extrême spécialisation des territoires, avec des zones de relégation spatiale et sociale face à d'autres cumulant les richesses, dans la plus parfaite ignorance de tout principe de solidarité. Nos villes populaires sont des espaces de projets : projets publics, d'aménagement et d'équipement, mais également projets privés ou associatifs issus d'entreprises ou de la société civile.

Nous voulons donc promouvoir un développement solidaire des territoires. Nous avons choisi pour cela de nous appuyer sur le levier citoyen et sur les capacités propres à la périphérie. Les banlieues ouvrières ont depuis longtemps ouvert la voie à des réponses neuves, grâce à leur capacité de mobilisation citoyenne, inscrivant leurs populations, même les plus modestes, au cœur de la ville et de ces centralités. Les événements d'octobre et novembre derniers nous montrent la nécessité de placer les quartiers populaires au centre des réflexions et projets des politiques publiques. C'est en ce sens que nous avons proposé des états généraux des quartiers populaires.

Nous revendiquons un développement polycentrique en région parisienne. Ce développement polycentrique permet notamment de bénéficier d'un développement régional dynamique et solidaire, offrant aux couches populaires la possibilité de trouver leur place à proximité des centres de décision et d'y participer. La périphérie se retrouve alors bien au centre.

Nous défendons une autre logique que celle qui s'exprime dans la mondialisation : une logique qui part des hommes et du local, qui ouvre des brèches et qui affirme des principes de coopération pour des valeurs d'égalité et de solidarité à tous les niveaux.

Enfin, les villes de périphérie doivent jouer tout leur rôle sur le plan international. Nous avons conscience, en tant que territoires de périphérie, que nous ne pouvons demeurer isolés si nous aspirons à proposer une autre mode de développement. Les villes populaires sont les premières à réaffirmer l'engagement en faveur de l'égalité des droits et la porter au niveau international. Nous avons besoin de réseaux, notamment internationaux, pour échanger nos expériences et analyses, et pousser sans cesse à l'élargissement des champs d'application de nos valeurs communes. A ce titre, je pense qu'il est important que d'autres villes rejoignent celles qui ont été signataires de la Charte des Droits de l'Homme dans la Ville, ces villes constituant alors des points d'appui pour une transformation sociale.

Je souhaite que ce FALP soit suivi de nombreux autres forums, et que d'autres villes, à l'échelon de la planète, puissent être le relais de ce que nous connaissons aujourd'hui à Nanterre.

Je vous remercie.